

L'agriculture française, championne d'Europe mais en perte de vitesse

© 21/02/2017 |  Terre-net Média

Au terme d'une année 2016 terrible pour les éleveurs et les céréaliers, l'agriculture française garde un statut de champion européen, mais fragilisé et concurrencé par ses voisins.

Nouveau recul en Europe

La « **ferme France** » reste la première en Europe, même si sa part en valeur (15 % en 2015, contre 18 % en 2014) dans **la production agricole de l'Union européenne** a encore reculé. Dans une UE où la valeur de la production agricole est elle aussi en recul, la France affichait 75,2 milliards d'euros de production en 2015, devant l'Italie (55,2 milliards), l'Allemagne (51,5 milliards), et l'Espagne (45,5 milliards). Si en France, l'industrie agroalimentaire demeure un pilier de l'économie avec plus de 170 milliards d'euros de chiffre d'affaires, son rang dans le commerce alimentaire mondial ne cesse de régresser : 2 entreprises sur 10 seulement exportent leurs produits, contre 8 sur 10 en Allemagne. Après être reparti à la hausse en 2015 à 9,4 milliards d'euros, **l'excédent commercial agricole et agroalimentaire français** a lourdement chuté en 2016, en plongeant à 6,1 milliard, plombé par la chute des exportations de céréales et la hausse des importations.

Une part dans l'économie française en chute

La part de l'agriculture et des industries alimentaires dans l'économie française a chuté de près de moitié depuis 1980, essentiellement à cause de la baisse des prix des produits agricoles depuis 25 ans. Ainsi, selon les dernières données disponibles, l'agriculture et l'agroalimentaire pesaient 3,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2014, contre plus de 6 % en 1980. L'agriculture seule a encore vu sa part baisser en 2015, de 1,8 à 1,7 %. Et ces deux secteurs ne représentaient guère plus de 5 % des emplois, avec environ 1,4 million de salariés et non-salariés.

Des fermes plus grandes, moins nombreuses

Depuis plus de 30 ans, la tendance est toujours la même : **les petites exploitations disparaissent** au profit de structures moins nombreuses mais plus grandes. La France a perdu plus de la moitié de ses exploitations en 25 ans. Selon le dernier recensement en date de 2015, il y a 474.000 fermes dans l'Hexagone contre plus d'un million à la fin des années 80, et 664.000 en 2000. La superficie moyenne s'est accrue nettement. Elle atteignait environ 61 hectares en 2013 contre 43 en 2000.

Année contrastée pour l'élevage, chute des volumes pour les céréaliers

Les filières d'élevage ont connu une année 2016 contrastée. Si le porc a vu ses cours remonter, les éleveurs laitiers ont dû sacrifier une grosse part de leur cheptel pour contenir voire diminuer la production de lait et ainsi faire remonter les cours. Du coup, **le cours de la viande** a chuté devant l'arrivée massive de carcasses de vaches laitières.

Les céréaliers, déjà touchés de plein fouet en 2015 par **la chute des cours mondiaux du blé**, ont vu les prix rester dans ces basses eaux en 2016. Et la situation s'est encore aggravée avec la chute historique des volumes récoltés, après les intempéries et inondations du printemps, notamment dans le centre du pays. Les maraîchers ont eux aussi connu un exercice compliqué. Du côté des légumes, les crues du printemps ont eu des effets dévastateurs sur les volumes et la qualité, notamment pour les produits de plein champ, comme les salades. Pour certaines cultures, un effet prix a parfois compensé la baisse des rendements. La tomate a ainsi tiré son épingle du jeu. De nombreux fruits comme la pêche, le melon ou l'abricot ont également vu leur volumes chuter très nettement, et le chiffre d'affaires avec, malgré une hausse des cours.

La précarité explose

Conséquences de ces dernières années très difficiles, la part d'agriculteurs à faible revenu a explosé : selon la MSA (sécurité sociale agricole), en 2015, 30 % des agriculteurs français imposés au régime réel ont eu des revenus équivalents à 354 euros par mois, contre 18 % en 2014. La situation ne semble pas près de s'arranger : selon une source à la MSA, en 2016, ce sont plus de 50 % des paysans qui toucheront un revenu inférieur ou égal à 350 euros.

Sources : Agreste, Insee, Eurostat.